

Espagne

Huitième congrès des Commissions ouvrières

Catherine VINCENT

Depuis sa transformation d'organisation clandestine en syndicat – événement dont le vingt-cinquième anniversaire a été célébré en septembre 2001 – la confédération syndicale des Commissions ouvrières (CCOO) est passée d'une stratégie de confrontation avec les différents gouvernements et d'isolement des autres centrales syndicales à une phase de dialogue social basée sur l'unité d'action avec sa principale rivale, l'UGT. Cette orientation pragmatique, que se sont donné les CCOO depuis leur 6^{ème} congrès de 1996 et qui a fait d'elles la première organisation syndicale espagnole, a été confirmée par le secrétaire général sortant José María Fidalgo devant le millier de délégués réunis à Madrid du 21 au 24 avril 2004 pour le 8^{ème} congrès confédéral. Cette ligne paraît encore plus opérante dans la nouvelle situation politique que connaît l'Espagne. En effet, l'événement principal du congrès a été la venue du nouveau ministre socialiste, Jesús Caldera qui a affirmé sa volonté de dialogue social et

développé un programme social proche des propositions syndicales.

Pourtant ce positionnement favorable aux syndicats du nouveau gouvernement n'a pas fait oublier les hésitations connues par la direction sortante face à la politique très unilatérale menée par le gouvernement Aznar depuis 2000. Au contraire, le congrès a ravivé les oppositions internes à l'orientation majoritaire : celle ancienne du courant critique d'Agustín Moreno et celle, plus récente, menée par l'ancien n°2 de l'organisation, Rodolfo Benito, depuis son éviction en février 2002 du secrétariat. Réélu pour un deuxième mandat avec seulement 59 % des voix, Fidalgo n'a pas encore totalement fait ses preuves à la tête des CCOO.

Les CCOO durablement première organisation syndicale espagnole

Durant les années de transition démocratique, les CCOO¹ n'ont participé à aucun des nombreux pactes sociaux qui ont

1. Pour une analyse plus approfondie de l'histoire des CCOO, voir notamment du même auteur :
- « Le 6^{ème} congrès des Commissions ouvrières », *Chronique Internationale de l'IRES*, 39, mars 1996, pp.18-21.
- « 7^{ème} congrès des Commissions ouvrières : le changement dans la continuité », *Chronique Internationale de l'IRES*, 64, mai 2000, pp.39-44.
- « Les enjeux du dialogue social en Espagne », *La Revue de l'IRES*, n°41, 2003/1, pp.177-206.

ESPAGNE

fixé les règles du jeu social, à l'exception de l'accord national pour l'emploi de l'été 1981 signé par tous les acteurs sociaux dans le contexte politique particulier qui a suivi la tentative de coup d'Etat du 23 février. De la même manière, le syndicat n'a pas soutenu les pactes sociaux de la première législature socialiste. Les CCOO ont été rejointes sur cette ligne d'opposition par l'UGT qui, à partir de 1987, a pris ses distances avec le PSOE. Dans une nouvelle unité d'action, les deux centrales ont organisé trois journées de grève générale dont la plus marquante a été celle du 14 décembre 1988 contre le plan emploi jeunes du chef du gouvernement socialiste, Felipe Gonzales, le symbole de la réussite de la mobilisation étant l'écran noir affiché par la chaîne de télévision publique TVE dès le matin¹.

L'échec de la mobilisation de 1994, qui n'a pu empêcher l'adoption d'une réforme du marché du travail très dérégulatrice, a été analysé par la direction des CCOO comme la preuve que l'affrontement central et global contre le gouvernement n'est plus la meilleure stratégie. Il est plus fructueux pour les salariés de chercher à pallier les effets des réformes néo-libérales au travers de la négociation directe avec le patronat et donc de trouver un nouvel équilibre entre négociation et conflit. Dès 1995, les CCOO et l'UGT, qui connaît une évolution similaire, renouent avec le dialogue social centralisé, d'abord sans grand succès avec le parti socialiste (PSOE), puis, à son arrivée au pouvoir en 1996, avec le parti populaire

(PP). Les deux organisations syndicales ont ainsi signé des accords importants sur les retraites (pacte de Tolède en février 1995, révisé en octobre 1996), sur la médiation des conflits (janvier 1996) ou sur la stabilité de l'emploi (avril 1997), accord qui échange une plus grande flexibilité au travers de la baisse du coût des licenciements contre des mesures visant à combattre la précarité de l'emploi.

Ce tournant vers un syndicalisme où le dialogue prime sur l'affrontement a été conduit à partir de 1996 par Antonio Gutiérrez, le précédent secrétaire général. L'adoption de cette ligne de dialogue social permanent, et l'indépendance de plus en plus marquée de l'organisation syndicale par rapport au parti communiste espagnol (PCE) qui l'a accompagnée, ne s'est pas faite sans convulsions internes qui se sont traduites par une rupture entre la majorité de la direction et un courant dit critique conduit par Agustín Moreno (33 % au congrès de 1996). Gutiérrez a su s'imposer pendant les douze années où il a dirigé le syndicat tant en interne en réduisant l'influence du courant critique que dans ses relations avec l'UGT, le patronat et le gouvernement.

Les accusations lancées à l'encontre de Gutiérrez et de son successeur, Fidalgo, d'avoir donné par une politique complaisante de dialogue social avec le gouvernement de droite une image positive de la politique sociale d'Aznar, n'ont pas entamé la progression du syndicat. Passées, d'après les chiffres de la direction, de 850 000 à près d'un million d'adhérents en quatre ans, les CCOO n'ont

1. Les CCOO et l'UGT ont conduit ensuite deux autres grèves générales moins suivies : le 28 mai 1992 contre le plan de réduction des indemnités chômage, le 27 janvier 1994 contre la réforme du marché du travail. Les CCOO avaient déjà appelé seules à une journée de grève le 20 juin 1985 contre la réforme des retraites.

cessé de consolider leur place de première force syndicale. Les résultats des élections professionnelles de 2003 confirment cette évolution, l'écart qui les sépare de l'UGT se reconstituant depuis 1999 (cf. tableau). Les deux syndicats totalisent plus de 75 % des délégués, illustrant ainsi les caractères spécifiques du syndicalisme espagnol, à savoir un faible taux de syndicalisation (environ 17 % des 11,5 millions de salariés) mais une représentation dans l'entreprise fortement syndiquée et centrée sur les deux grandes confédérations historiques.

Malgré cette évolution positive, le premier mandat de Fidalgo a été entaché par la montée des oppositions internes à la direction qui, depuis 2002, dépassent le seul courant critique et ont gagné la majorité.

La montée de la contestation interne et de la division syndicale

Sous la nouvelle direction de Fidalgo, les CCOO vont maintenir coûte que coûte la recherche de compromis négociés, y compris durant la deuxième législature d'Aznar où celui-ci, renforcé par la majorité absolue que le PP a enfin obtenue au

Parlement, va ostensiblement abandonner sa politique d'ouverture au dialogue social.

Le premier accroc sérieux dans la politique contractuelle du gouvernement intervient en mars 2001 avec l'adoption de mesures visant à accroître la flexibilité du marché du travail. Cette réforme fait suite à l'échec des négociations interprofessionnelles qui devaient prolonger l'accord sur la stabilité de l'emploi de 1997. Les CCOO, comme l'UGT, contestent fermement la réforme, tant sur la forme que sur le fond, mais les deux centrales vont se diviser sur les moyens de la riposte. Pour l'UGT, l'appel à la grève générale constitue la seule forme de mobilisation à la hauteur des attaques contenues dans la réforme. Les CCOO vont refuser de la suivre dans cette voie car elles considèrent que le dialogue social n'est pas totalement mort et que l'on peut encore le réactiver dans la perspective des négociations qui se profilent sur les retraites et la négociation collective. La signature par les CCOO seules d'un accord sur les retraites avec le gouvernement va achever de fissurer l'unité syndicale. Pour l'UGT, mais aussi pour une

Résultats des dernières élections professionnelles (pourcentage des voix)

	1995	1999	2003
CCOO	37,72	37,79	38,86
UGT	35,27	37,01	36,56

Source : CCOO¹.

1. Pour mettre un terme à la « guerre des chiffres » qui les avaient opposées violemment au début des années 90, les deux principales organisations syndicales espagnoles, l'UGT et les CCOO, ont conclu un « pacte du silence » qui interdit toute proclamation officielle des résultats des élections professionnelles. Le ministère du Travail ne publie donc pas de résultats officiels pour des élections qui se déroulent en continu dans les entreprises, les seules sources sont d'origine syndicale.

ESPAGNE

partie de la base des Commissions, cet accord, bien qu'il revalorise les pensions minimales, ouvre la porte à l'allongement des durées de cotisation et au recul de l'âge légal de la retraite.

Ce n'est que face à la réforme de l'indemnisation du chômage, adoptée à la hussarde au moyen d'un décret-loi en 2002 et qui instaure une politique plus contraignante pour les chômeurs, que la direction des CCOO va prendre conscience que le temps de la concertation sociale est désormais révolu pour le gouvernement ¹. Elle se rallie à la position de l'UGT et c'est donc à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales qu'une nouvelle grève générale est organisée le 20 juin 2002. L'ampleur de la mobilisation met en difficulté le gouvernement conservateur qui fini par retirer son projet.

Un congrès déchiré entre trois courants

La signature d'accords avec le PP est l'élément constitutif d'une opposition qui reproche à Fidalgo de n'avoir pas construit la mobilisation contre la politique conservatrice d'Aznar. Les dissensions au sein de la direction vont atteindre un paroxysme début 2002 avec la destitution du numéro deux de l'organisation de ses fonctions au secrétariat. S'appuyant sur les doutes de la base, Rodolfo Benito accuse Fidalgo de transformer l'organisation en un syndicat modéré qui laisse l'initiative au gouvernement alors que, paradoxalement, l'UGT devient un syndicat radical. En réponse, Fidalgo met en

avant le caractère délicat de la grève générale qui est un instrument d'action à manier avec prudence et responsabilité. Le secrétaire général en titre reproche surtout à son opposant de préparer une prise du pouvoir au prochain congrès en s'abritant derrière de prétendues divergences sur la stratégie syndicale. La crise ouverte au sein de la direction se résout fin février par la destitution de Benito. Les trois membres du secrétariat qui le soutiennent démissionnent et c'est une direction monocolore qui prépare le 8^{ème} congrès.

Malgré la posture d'ouverture adoptée par Fidalgo et sa volonté affichée de travailler dans la pluralité, l'ex majorité de la direction, contrairement au précédent congrès, se présente divisée à l'ouverture du congrès. Fidalgo peut compter sur le soutien des grandes fédérations, notamment celle de la métallurgie, dirigée de longue date par Ignacio Fernandez Toxo ², mais aussi des banques, de la santé ou de l'enseignement, ainsi que des deux plus grosses unions régionales : l'Andalousie et la Catalogne. Le courant dirigé par Benito, qui a recueilli sur son nom la majorité dans la région de Madrid, en Castille, aux Canaries et dans les fédérations de l'alimentation et de la construction, a été le plus dur vis-à-vis de la direction sortante, refusant tout compromis. Ne regroupant, à l'ouverture du congrès que 17 % des délégués, il fait le choix de soutenir la candidature de Moreno (23 % des délé-

1. Cf. Carole Tuchsirer, « Grève générale contre une politique de l'emploi plus contraignante pour les chômeurs », *Chronique internationale de l'IRES*, 77, juillet 2002, pp.3-11.

2. Ce dernier avait envisagé de se présenter contre Fidalgo au précédent congrès mais avait finalement renoncé, son rival de l'époque l'emportant grâce au soutien de Benito.

gués contre 29 % en 2000 ¹⁾ face au secrétaire sortant. Fait sans précédent, deux candidats s'affrontent pour prendre la tête de l'organisation syndicale. Réélu avec un peu moins de 59 % des voix contre 70 % au dernier congrès, Fidalgo doit encore renforcer sa légitimité à la direction du syndicat. Sur les 33 membres de la nouvelle commission exécutive, 20 soutiennent Fidalgo, 7 Moreno et 6 Benito.

Le soutien des congressistes à son orientation stratégique a cependant été plus marqué. Le rapport d'activité a été approuvé par 61,4 % des délégués et, surtout, le programme d'action pour les quatre années à venir, dont la priorité est le développement « d'un emploi stable, sûr et avec des droits » a obtenu l'appui de 77 % des votants. De la même manière, les amendements présentés par les deux courants d'opposition sur les retraites, l'un des grands débats du congrès, ont été repoussés avec 63 %. Ces amendements proposaient au congrès de rejeter tout allongement des durées de cotisation dans la future discussion sur la réforme des retraites. Le congrès a donné mandat à la nouvelle direction pour négocier la rénovation du pacte de Tolède sans conditions préalables autres que celles nécessaires à la défense du régime public des retraites. Le congrès a également largement débattu de la lutte contre la sous-traitance, une priorité car ce phénomène est notamment responsable de la montée de la précarité et de la dégradation des conditions de travail. Enfin, c'est surtout sur le terrain de la démocratie interne que les opposants ont porté leurs attaques en dénonçant l'incapacité de la direction sortante à respecter la pluralité

du syndicat. Malgré leurs demandes, le secrétariat élu quelques jours après le congrès ne comporte que des fidèles de Fidalgo. Toxo, qui a renoncé à la direction de la fédération de la métallurgie, est le nouveau numéro deux de la centrale en charge de la politique industrielle et de l'action syndicale externe et, de ce fait, du suivi du dialogue social.

Nouveaux enjeux syndicaux après l'élection de Zapatero

Les bons résultats obtenus par Fidalgo sur son programme d'action doivent beaucoup à la position d'ouverture au dialogue social du nouveau gouvernement socialiste qui renvoie au passé les critiques sur l'orientation des CCOO face au gouvernement conservateur. Devant l'ensemble des congressistes, le nouveau ministre du Travail a réaffirmé qu'il « n'y aurait pas de réformes par décret ». Les grandes lignes de son programme social sont très proches des revendications syndicales. Il s'est en effet engagé à augmenter le salaire minimum interprofessionnel de 30 % jusqu'à 600 euros en quatre ans ainsi qu'à revaloriser certains minima sociaux. L'autre volet prioritaire de sa politique portera sur la réduction de la précarité sur le marché du travail. Une baisse des cotisations chômage sur les emplois stables et une limitation des motifs de recours aux contrats à durée déterminée sont à l'étude. Une autre proposition bien accueillie concerne la défense du système de retraite par répartition et du modèle public de sécurité sociale.

1. Le courant critique a maintenu ses bastions traditionnels dans les Asturies, les Baléares et chez les retraités.

ESPAGNE

La direction des CCOO s'est bien évidemment réjouie de ce programme tout en rappelant que les erreurs du passé ne devaient pas se reproduire et que l'organisation syndicale saurait canaliser efficacement le conflit social si la question se posait. Un message de fermeté tout autant dirigé vers le PSOE qu'à usage interne.

Le congrès des CCOO s'est clos sans que soient résolus les conflits internes et le secrétaire général aborde son deuxième mandat dans une position fragilisée. Les congressistes se sont pourtant retrouvés

sur une réponse positive à l'offre de dialogue social du gouvernement socialiste. Sur cette orientation, l'unité d'action avec l'UGT sera facile à reconstruire. Encore faut-il que le nouveau chef de l'exécutif ait la capacité politique d'imposer ses engagements au patronat qui, pour l'instant, a réagi avec hostilité aux discours du ministre du Travail.

Sources :

El Pais, documents du congrès (www.ccoo.es).